QUELS PROFESSEURS POUR DEMAIN ?

Les universitaires, en lutte notamment pour la défense de leur statut national, pour une dotation budgétaire et des attributions de postes à la hauteur de leurs besoins, pour le respect et le soutien de la qualité des organismes de recherche, sont aussi mobilisés depuis le mois d'octobre contre la réforme de la formation des enseignants.

* Pourquoi ont-ils, dès le début de cette rentrée universitaire, engagé le travail, dont le résultat final devait remonter au ministère le 15 février, en un temps record pour une réforme de cette envergure ?

< parce qu'ils soutenaient l'engagement d'une maîtrise de la formation des enseignants, impliquant amélioration de la formation et revalorisation des carrières, et qu'ils étaient prêts à un réexamen de la nature des concours, pour peu qu'il fût justifié par des insuffisances avérées.

* Pourquoi ont-ils progressivement décidé de bloquer la remontée des maquettes pour exprimer leur opposition radicale à cette réforme, en l'état ?

< parce qu'il leur a fallu attendre quelques maigres textes ministériels, distillés au compte-goutte¹, pour mesurer l'absence de réflexion, les incohérences, paradoxes et risques majeurs qui présidaient à la mise en œuvre de cette réforme :

1) Quels concours ?

Première aberration de principe : la nature précise des épreuves pour chaque discipline n'a été connue que courant décembre, par voie de documents de travail, non officiels, qui restent à ce jour les seuls textes en notre possession ; plus de deux mois de travail donc où il s'est agi de concevoir sans savoir, dans une réforme capitale pour notre métier. Quelques pistes de lecture pour le CAPES :

- Une diminution du nombre d'épreuves pour sélectionner les candidats.
- Une diminution de la formation disciplinaire.

Exemples :

- deux épreuves seulement à l'oral : une leçon en relation avec les programmes des collèges et des lycées, et une épreuve d'entretien avec le jury portant sur le fonctionnement du système éducatif, toutes deux dotées de coefficients identiques.
- la compétence en Langue vivante n'est pas évaluée par une épreuve orale – alors même qu'on prétend faire des jeunes Français des bilingues.
- une seule langue ancienne est évaluée à l'écrit du CAPES de Lettres classiques.
- disparition pour le CAPES d'Histoire-Géographie de l'épreuve de commentaire de documents, dont la maîtrise est essentielle en termes de pédagogie car elle est la base du travail d'historien et du développement citoyen de l'esprit critique.
- disparition de certaines formations : pour le CAPES de Lettres modernes, par exemple, plus de latin ni d'ancien français, alors même que les programmes officiels du collège inscrivent l'Antiquité en 6^{ème}, le Moyen Âge, la Renaissance et le XVII^e siècle en 5^{ème}. À quand la disparition du siècle suivant, ou plus globalement de cette « littérature ancienne » pour laquelle le Président Sarkozy exprime bien peu d'égards, à quand l'effritement de cette « culture humaniste » pourtant mise en avant dans les programmes ? D'ailleurs, la formation des enseignants doit-elle se penser seulement selon des critères d'application technique, ou doit-elle être assez vaste pour enrichir le maître, donner de l'étoffe à l'apprentissage qu'il déploie ... et pouvoir répondre au mieux aux multiples réformes des programmes scolaires ?

¹ Deux textes, et deux seulement : circulaire ministérielle (MESR) du 17 octobre 2008, avec en annexe les lignes générales de la refonte des concours de recrutement des personnels enseignants + communiqué de presse de Xavier Darcos du 15 janvier (« La nouvelle formation des maîtres ») - textes accessibles sur internet.

Quant au concours de l'agrégation, autre incohérence : si la circulaire du 17 octobre la compte bien au nombre des concours soumis aux principes de réforme de la formation des enseignants, aucun document, même officieux, n'a fait état depuis lors d'une révision des épreuves.

2) Quels masters « métiers de l'enseignement », et pour quel étudiants ?

- La formule « Tout en un » : nous sommes opposés à une réforme qui aboutit à compresser en deux années une formation dont le contenu est particulièrement lourd, et dont les divers aspects doivent être maîtrisés en même temps : formation professionnelle + initiation à la recherche + préparation aux épreuves du concours. L'allongement des études qui en découle se traduit aussi évidemment en termes financiers, exigeant un investissement supplémentaire de la part des étudiants. Or cette donnée n'avait pas été prise en compte par le ministère ; le mouvement de protestation des universitaires a conduit X. Darcos à proposer un système de bourses², qui ne saurait en tout état de cause compenser l'allongement des études et reste, de l'aveu même de la Conférence des Présidents d'Université, illisible³.
- La galère des stagiaires : l'année de formation professionnelle se déroule actuellement sous la responsabilité de l'IUFM (6 à 8 heures d'enseignement hebdomadaires lors d'un stage en responsabilité, en lien avec une formation en pédagogie et didactique ...), une fois le concours obtenu, avec le statut de fonctionnaire-stagiaire et la rémunération afférente. Plus question de cela dans la réforme puisque le stage, d'une petite centaine d'heures, est intercalé dans la formation master, à une place qu'il est très difficile de définir au vu du calendrier des épreuves d'admissibilité et d'admission des concours, et de la rédaction du mémoire de recherche. Un saupoudrage professionnel en tout cas qui amène à propulser les admis au concours dans des classes, sans véritable formation pratique. Quant à l'égalité de chances des étudiants, elle se trouve encore mise à mal, puisque pour ces stages qui peuvent se dérouler à l'autre bout de l'académie, entraînant frais de transport et même de logement, le ministère n'avait pas pris de dispositions ; et si sous la pression encore, X. Darcos a évoqué dans son communiqué de presse un système de gratifications, il est incomparable avec la rémunération d'un fonctionnaire-stagiaire. Les étudiants devront se débrouiller comme ils peuvent – mais la possibilité d'exercer un « petit boulot » est rendue impossible avec l'extrême densité de la formation master –, ou comme le peuvent leurs parents.
- Prenons aussi en considération que les stages sont actuellement menés par les étudiants reçus, soit 544 en 2008 (concours de Professeurs des écoles et CAPES) pour notre académie ; dans la réforme de la mastérisation, une de nos plus vives inquiétudes – largement exprimée – fut de savoir comment pouvaient être mis en œuvre les stages prévus dans la formation pour tous les étudiants (soit 5706 inscrits en 2008 dans l'académie aux concours PE et CAPES). Rien dans la circulaire ministérielle, et il a fallu attendre le communiqué de presse de X. Darcos pour que des propositions soient faites de 40 000 stages en responsabilité ... chiffre qui ne laisse pas de susciter la perplexité puisqu'au niveau national, 150 000 étudiants préparent les concours de l'enseignement. Quant aux conditions de rémunération des maîtres de stages, qui vont voir arriver une vague massive de stagiaires, pas un mot.
- De l'« authentique formation à la recherche » (circulaire 17 oct. 2008) au « mini-mémoire » : que la recherche apporte tout à la fois une expansion dans l'apprentissage des savoirs et la possibilité de poursuivre vers un doctorat au-delà de l'obtention du master et/ou du concours, est un enjeu important, mais nous avons bien conscience, au vu de la lourdeur et de la diversité de la formation, que ce type de master ne saurait répondre aux attentes d'une véritable initiation à la recherche, et que nous devons en rester à des « mini-mémoires », qui auront du mal à garantir de véritables passerelles entre la formation aux concours et la voie de la recherche.

² Cf. communiqué de presse du 15 janvier.

³ Cf. position de la CPU sur la Mastérisation de la formation des enseignants (19/02/2009), réclamant un « système de bourses lisible et incitatif permettant l'accès de toutes et tous à la profession d'enseignant ».

3) Quel avenir pour les diplômés de master ?

- Pour les titulaires d'un master « métiers de l'enseignement » ayant échoué au concours du CAPES (les « reçus-collés »), comment repasser celui-ci puisqu'ils ne pourront plus suivre une formation master (incluant la préparation au concours), déjà validée ? Ils pourront en revanche être recrutés directement par les chefs d'établissement, comme contractuels (CDD) ou comme vacataires, main-d'œuvre flexible et docile, appelée à se substituer aux titulaires lauréats d'un concours national.
- Car cette réforme de mastérisation crée objectivement les conditions d'application de la réforme du lycée, qui n'est que suspendue, et répond à la « souplesse » qui est mise en avant dans cette « architecture modulaire » : facilitant les réorientations d'un semestre à l'autre, le projet de réforme du lycée rend plus difficile la prévision annuelle des charges d'enseignement et les diplômés de master se trouveront là à disposition pour monter les « briques » de l'édifice, comme le ministère se plaît à appeler les modules. Quel rectorat n'a pas d'ailleurs déjà fait appel aux universités, sollicitant des licenciés pour assurer des remplacements ?

Si nous ne prenons pas le temps de mettre en place des dispositifs qui conduisent au mieux à la réussite au concours à l'issue du master, nous risquons de voir la mastérisation, présentée comme garante de la revalorisation du métier, ouvrir les conditions de sa précarisation.

Les universitaires ne veulent pas organiser les conditions d'une telle dégradation des savoirs et des métiers de l'enseignement : ils ont massivement refusé de déposer les maquettes de ces nouveaux masters⁴, considérant qu'il y allait de leur responsabilité envers les étudiants et les collègues du primaire et du secondaire.

Sans être opposés à une réforme des concours et de la formation des enseignants, nous demandons le retrait de la réforme en l'état, afin que s'engage une réflexion de fond, et que s'ouvre enfin une concertation avec ceux qui sont au cœur du système : enseignants du primaire, du secondaire, de l'université, qui soutiennent les missions de professionnalisation de l'IUFM.

Depuis le communiqué de presse du 15 janvier – qui n'est jamais qu'un communiqué de presse –, il n'y a pas eu de négociation directe ouverte avec le ministre. Lors d'une rencontre qui a eu lieu le 25 janvier entre la CPU et le cabinet du ministre, ont été constatées des ouvertures sur un temps de formation professionnelle post-concours – qui n'équivaut pas à une année de stage en alternance –, la mise en place d'une commission nationale de suivi..., mais il n'est pas question de suspendre la réforme et de maintenir les concours en l'état en 2010 pour ouvrir le temps de la réflexion. Comment admettre cette aberration intellectuelle : s'entêter à mettre en place une réforme des concours dont l'ensemble de la communauté enseignante a dénoncé les dangers, que reconnaît d'ailleurs le ministère s'il accepte la mise en place d'une commission pour retravailler le sujet. Une parodie de méthode que l'on voudrait nous faire avaler là, dont nos enfants, nos élèves, nos étudiants seraient les victimes.

**POUR LA DÉFENSE DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC,
DÉMANTELÉ À TOUS LES NIVEAUX**

UNISSONS NOS FORCES !

*Enseignants-chercheurs de l'Université Toulouse II-Le Mirail
(3 mars 2009)*

⁴ Cf. motions du conseil d'école de l'IUFM Midi-Pyrénées (7 janvier 2009), de toutes les UFR de l'université de Toulouse II-Le Mirail, du CA (16 décembre 2008), du Congrès (15 janvier et 12 février 2009).